Ouest France - 11/11/2015

6

Pays de la Loire / Loire-Atlantique

L'ex-directeur de clinique face au suicide

En 2013, une secrétaire de la polyclinique de l'Europe, à Saint-Nazaire, s'était donnée la mort, incriminant son chef. Il a été relaxé.

Le matin du 8 juillet 2013, Alizée, 26 ans, ne se présente pas à la polyclinique de l'Europe, à Saint-Nazaire, où elle travaille comme secrétaire de direction. Avant de partir se jeter du pont de Saint-Nazaire, elle rédige une lettre dans laquelle elle accuse le directeur, « **égocentrique, narcissique, inhumain** ». Quelques jours plus tôt, il lui a formulé des reproches sur son travail. Le contrat à durée indéterminée qu'elle espérait ne serait qu'un nouveau contrat à durée déterminée. Cet entretien est insupportable pour cette femme souffrant d'un problème de santé, mais opérée avec succès et remotivée par son travail.

Le directeur, en poste depuis vingt-trois ans à la polyclinique, est-il pour autant l'homme « **indigne d'avoir**

des gens sous ses ordres » qu'elle décrit dans sa lettre d'adieu ? Et est-il coupable d'homicide involontaire à la suite du harcèlement de la secrétaire ? Son procès, associé à celui de l'établissement soupçonné d'avoir couvert ce chef du service administratif, s'est déroulé dans une atmosphère tendue, hier, devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire.

« Couloir de la mort »

Dans le public, de nombreux agents réagissent lorsque l'ancien cadre hospitalier dit « **ne pas se reconnaître** » dans l'exposé des témoignages. Ils décrivent son comportement changeant, des propos vexants, des blagues douteuses sur le physique. À la polyclinique, ce service administratif, « **on l'appelait le couloir de la**

mort », rappelle M^e Labarre, avocate des parents d'Alizée.

L'avocate a énuméré reproches et humiliations et surtout la déstabilisation le jour de l'entretien. Pour elle, « **Alizée n'était pas dépressive, mais elle a sombré en un jour, pour ne pas retourner à la clinique** ».

« On ne peut pas tout comprendre »

Le directeur s'est pourtant défendu d'avoir malmené la jeune femme. « **Je voulais qu'elle réussisse. Elle se mettait la pression, oubliait des rendez-vous** », énonce-t-il. Mais la parole des autres salariés s'est libérée après le drame. Le chef de service a été licencié, décision validée par le conseil des prud'hommes. Pour M^e Dreyfus, avocate de la cli-

nique, ils étaient « **sous la coupe** » de ce directeur et n'avaient donc pas signalé son comportement. Quelques plaintes avaient été « **prises à la légère par un médecin du travail** ».

Pour Jean-Marie Blin, procureur, « **il n'y a pas de témoignages de dévalorisation permanente** ». Et donc pas de harcèlement caractérisé. L'homicide involontaire ne tient pas davantage en droit. « **On ne peut pas tout comprendre dans ce genre de drame**, estime M^e Lambert, avocat du prévenu. **L'ami, la famille n'ont rien détecté.** » L'ancien directeur a donc été relaxé, comme la clinique. La présidente Talhouarn a longuement expliqué qu'elle ne pouvait faire autrement, « **malgré le climat malsain** » qu'il entretenait.

Frédéric SALLE.